

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2015)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Avec une armée moderne contre les nouvelles menaces  
**Autor:** Froidevaux, Denis  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-781284>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



**+** SOG | SSO | SSU

Schweizerische Offiziersgesellschaft  
Société Suisse des Officiers  
Società Svizzera degli Ufficiali

## Politique de sécurité

### Avec une armée moderne contre les nouvelles menaces

**Br Denis Froidevaux**

Président, Société suisse des officiers

**F**aire face à un monde plus mobile, plus incertain, plus imprévisible implique une politique de sécurité crédible et une armée solide.

Le GSSa continue à se livrer à un exercice pour le moins intrigant, celui qui consiste à se fabriquer ses propres réalités tout en prédisant l'avenir. Pêle-mêle il affirme que suite au refus du Gripen le peuple suisse ne soutiendrait plus son armée, que le projet de développement de l'armée (DEVA) est une mini réforme conduisant au maintien d'une armée de masse laquelle coutera trop cher, que les risques et dangers à prendre en comptes sont exclusivement liés aux changements climatiques, que le peuple ne soutient plus l'armée pour preuve le refus du Gripen en mai 2014. Dans le fond rien de surprenant, ni de nouveau en provenance d'un mouvement doctrinaire et totalement arbitraire lequel voudrait faire la politique de sécurité dont il a envie mais pas celle dont on a besoin.

Cela étant il convient de lui donner raison sur un point à savoir que le peuple a bel et bien refusé de financer un nouvel avion de combat. Soit, c'est un fait, ce dossier laissera des traces indélébiles dont on a pas fini de payer le prix, la preuve ! De là à en tirer comme conclusion que la population ne soutiendrait plus une politique de sécurité forte et de fait une armée crédible, il y a un pas que seuls les partisans de l'idéologie du GSSa osent franchir. Pour contrer ces affirmations, sorties de l'imaginaire de quelques pacifistes, certes sincères mais naïfs, la SSO s'appuie entre autre sur la dernière étude du Center for Security Studies ETH *Sicherheit 2015* qui démontre que quatre suisses sur cinq soutiennent le fait que l'armée est nécessaire ! Plus pertinent encore le fait que 74 % des jeunes entre 20 et 29 ans partagent ce même avis. On est loin des digressions intellectuelles du GSSa. Et que dire du pragmatisme des Suisses qui estiment dans cette même étude à près de 76 % que le risque de conflit armé sur le continent européen ne peut plus être totalement exclu. Il faut le dire et le répéter sans cesse, la suisse au centre d'un cercle de feu. Telle est la réalité à savoir que d'une part notre pays se trouve au centre de l'Europe, laquelle se comporte comme une sorte de méduse sécuritaire portée par les courants de pensée américains et que d'autre part le recours à la violence armée par des Etats dans le but de régler des conflits est redevenu une réalité sur notre continent. Dès lors chacun observera que les dernières convulsions géopolitiques – et pas seulement sur le plan sécuritaire – ne sont pas de nature à rassurer, loin s'en faut.

Humilité, précaution, prévision, anticipation sont les fondements d'une politique de sécurité crédible. Et c'est bien là que réside toute la difficulté. Dans un monde peu lisible, instable, mobile, dangereux, comment construire une stratégie à moyen terme qui prenne en compte la réponse aux menaces, risque et dangers, dont certains sont cumulatifs, sans parler de ceux qui n'existent pas encore ? En d'autres termes comment apprivoiser l'incertitude ? Par l'abandon ou par le principe de précaution ? La société suisse des officiers a fait son choix : celui de la précaution car il est responsable de se préparer à affronter l'avenir et d'offrir aux générations futures l'essentiel – la paix et la sécurité. C'est pour cette raison que nous avons soutenus le projet de réforme de l'armée (DEVA) tout en exigeant des correctifs importants. Cette nouvelle armée se caractérise par quatre facteurs clefs :

- Moins de graisse plus de muscles avec une réduction des effectifs de l'ordre de 30 % ;
- Mieux équipée ;
- Mieux décentralisée ;
- Capable d'agir dans des délais plus brefs avec une disponibilité et une capacité opérationnelle accrues.

Il est faux d'imaginer qu'une armée plus petite coûte moins cher, car les systèmes technologiques, les systèmes d'armes, les systèmes de transmission sont de plus en plus complexes et avec une obsolescence plus rapide. Alors oui cette armée devra disposer d'un budget. Pour analyser objectivement ce que coûte notre armée, il faut analyser objectivement le chemin parcouru en matière de dépenses militaires. En 1980 la part du budget fédéral affecté à la défense nationale était de quelque 20 % alors qu'en 2013 s'élevait à 7 % soit une diminution de l'ordre de 13 %. Autrement formulé durant près de 30 ans l'armée a servi de volant de manœuvre financière. Il y a une logique à cela, logique extrêmement positive et c'est un des rares dividendes à accorder à la construction Européenne : La paix sur notre continent. Dès lors le développement de l'armée implique un financement sur 4 années à hauteur de 20 milliards ce qui représentera quelque 0.8 % de notre PIB, soit moins de la moitié de ce que recommande l'OTAN, et nous place au 50ème rang mondial. Alors après plusieurs années d'apnée financière nous devons donner à notre armée les moyens de remplir ses missions, ni plus ni moins et ceci afin de faire face à l'incertitude des temps.

D. Fx.